



CABINET RÉGNIÉ & ASSOCIÉS

Audit – Commissariat aux comptes

Avenue Thomas Edison – BP 50035- Téléport 4 - Futuropolis 6

86361 CHASSENEUIL DU POITOU CEDEX

Tél. : 05 49 88 02 17

E-mail : audit@regnie-audit.fr

Pierre-Antoine RÉGNIÉ

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Habileté à certifier les informations

en matière de Durabilité

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA CHARENTE

SIREN N° : 781 172 630

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Ce rapport contient 24 pages



**commissaire
aux comptes**

S.A.R.L. Cabinet Régnié & Associés Audit Conseil au capital de 125 024 €

SIRET : 378 866 206 00030 – RCS POITIERS – FR63 378 866 206

Société d'Expertise Comptable et Commissaire aux Comptes

Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et listes 1 et 2 de la Haute Autorité de l'Audit

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA CHARENTE

SIREN : 781 172 630

Siège social : 73 impasse Joseph Niepce

16024 ANGOULEME

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association UDAF de la Charente,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Charente relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons notamment analysé :

- Les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre.

A ce titre, nos travaux ont porté sur le respect du principe d'indépendance des exercices. Les autres méthodes retenues font l'objet d'une description en annexe.

Votre association applique notamment la méthode référentielle de comptabilisation de la provision indemnité retraite. Elle représente 663 K€ à la clôture de l'exercice.

Nous avons validé la conformité des méthodes appliquées avec les règles du plan comptable général.

- Les estimations comptables importantes.

Votre association gère, pour le compte de ses usagers majeurs ou mineurs sous tutelle ou curatelle, un volume de comptes personnels représentant 66 millions d'euros. Nous avons effectué des diligences particulières sur le fonctionnement de ces comptes pour valider les sécurités mises en place par votre association dans le cadre de leur gestion.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- La présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à vérifier que les états de synthèse et l'annexe des comptes annuels donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chasseneuil - Futuroscope,
Le 28 mai 2025

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a final flourish.

CABINET RÉGNIÉ & Associés
P.A. RÉGNIÉ
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat association

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Prestations de service	1 050 448	949 211
Concours Publics et Subventions d'Exploitation	7 220 420	6 787 983
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	121 269	124 412
Autres produits	2 476	3 676
PRODUITS D'EXPLOITATION	8 394 612	7 865 282
Autres achats et charges externes	1 609 375	1 539 543
Impôts, taxes et versements assimilés	547 702	517 418
Salaires et traitements	4 184 741	4 078 173
Charges sociales	1 626 766	1 471 118
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	128 265	128 435
Dotations aux provisions	69 953	54 306
Autres charges	40 922	24 335
CHARGES D'EXPLOITATION	8 207 725	7 813 328
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	186 887	51 954
Autres intérêts et produits assimilés	3 303	2 782
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	31 142	18 441
PRODUITS FINANCIERS	34 445	21 222
Intérêts et charges assimilées	13 678	15 073
CHARGES FINANCIERES	13 678	15 073
2. RESULTAT FINANCIER	20 767	6 150
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	207 655	58 104
Produits exceptionnels sur opération de gestion	69 397	113 955
Produits exceptionnels sur opération de capital	50	
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 447	113 955
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	20 958	41 979
Charges exceptionnelles sur opération de capital		366
Engagement à réaliser sur ressources affectées		
Dotations aux amortissements et aux provisions	158	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 116	42 344
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	48 331	71 611
Impôts sur les bénéfices	7 281	4 456
TOTAL DES PRODUITS	8 498 504	8 000 460
TOTAL DES CHARGES	8 249 800	7 875 200
EXCEDENT OU DEFICIT	248 704	125 259

Bilan Actif

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, Brevets, Logiciels	184 686	152 935	31 751	44 535
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	270 584	1 767	268 817	269 334
Constructions	2 572 411	1 251 892	1 320 519	1 346 271
Installations Techniques, Matériel, Outillage	59 485	50 752	8 733	5 974
Autres	668 474	596 738	71 736	65 790
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres Titres Immobilisés	8 697		8 697	8 560
Autres Immobilisations Financières	5 316		5 316	5 651
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 769 653	2 054 084	1 715 569	1 746 116
CREANCES				
Avances, acomptes sur commandes	5 364		5 364	16 809
Créances Clients et Comptes Rattachés	634 285	9 962	624 323	682 529
Autres Créances	382 801		382 801	92 976
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	249 666		249 666	246 363
DISPONIBILITES	2 878 921		2 878 921	2 798 597
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	21 606		21 606	22 120
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 172 644	9 962	4 162 682	3 859 392
TOTAL BILAN	7 942 297	2 064 046	5 878 251	5 605 508

Bilan Passif

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS	87 852	87 852
RESERVES		
Réserves affectées à l'investissement	321 786	321 786
Réserves de compensation	713 433	707 793
Autres Réserves	767 037	752 878
REPORT A NOUVEAU	953 027	847 567
RESULTAT DE L'EXERCICE	248 704	125 259
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
TOTAL FONDS PROPRES	3 091 840	2 843 135
Fonds Dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES	-	-
Provisions pour Risques	8 880	6 562
Provisions pour Charges	663 146	636 261
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	672 026	642 824
Emprunts et Dettes auprès des établissements de crédit	405 199	480 036
Emprunts et Dettes Financières divers	20 116	19 209
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	256 701	274 457
Dettes sociales et Fiscales	1 072 542	964 516
Autres Dettes	292 164	303 789
Produits constatés d'avance	67 663	77 542
TOTAL DETTES	2 114 385	2 119 549
TOTAL BILAN	5 878 251	5 605 508

Historique

L'UNAF est née de la volonté d'organiser le dialogue entre les familles représentées par leurs associations et les pouvoirs publics.

Depuis, l'UNAF et les UDAF sont les partenaires institutionnels des pouvoirs publics dans tous les domaines de la politique familiale. Les familles sont de véritables « acteurs économiques et sociaux » de premier ordre.

Il existe 99 UDAF. Elles représentent les intérêts des familles par leurs nombreuses représentations assurées par environ 5 000 délégués familiaux. Elles mènent l'action politique locale et départementale en faveur des familles et gèrent des services en lien avec les familles.

Ces actions reposent sur des services d'intérêt familial dont la gestion lui a été confiée par les pouvoirs publics. Exerçant leurs missions dans le cadre de la loi de 1901, l'ensemble des UDAF agissent à des fins non lucratives.

L'UDAF de la Charente

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Charente est une institution chargée, à l'échelon départemental, des mêmes missions que l'UNAF.

Elle réunit 62 associations et mouvements familiaux sur le département, soit 5 509 familles, avec des sensibilités différentes mais un intérêt commun : la défense des familles sur le territoire. Nous travaillons ensemble pour les représenter et formuler des avis sur les questions d'ordre familial auprès des pouvoirs publics.

La gouvernance est assurée par un conseil d'administration constitué de membres issus des associations adhérentes.

Identification de la structure

De statut « personne morale », les UDAF sont juridiquement indépendantes de l'UNAF, reconnues d'utilité publique. Le statut de l'UDAF de la Charente est le suivant:

Dénomination	Union Départementale des Associations Familiales
Date de création	le 26 octobre 1945
Statut juridique	Association de la loi 1901
Type d'établissement	Etablissement social et médico-social
Convention collective	CCN Mars 1966
Président CA	Mr Michel VAUCELLE
Directeur Général	M Daniel ARTIS

Implantation géographique

Située à Angoulême, l'UDAF de la Charente est propriétaire d'un bâtiment d'une superficie de plus de 1280 m² à proximité d'un quartier d'habitat social où sont installés plusieurs services sociaux et administratifs.

Les locaux sont accessibles au public grâce à la proximité immédiate de plusieurs arrêts de bus. La structure est accessible également aux véhicules privés (parking pour voitures et 2 roues).



Présentation des missions et des valeurs de l'UDAF

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Charente est chargée de :

- **Promouvoir**
- **Défendre**
- **Représenter** les intérêts de toutes les familles françaises et étrangères vivant sur le territoire départemental, quelles que soient leurs croyances et leur appartenance politique.

Plusieurs missions, définies par le Code d'Action Sociale et des Familles, sont attribuées aux UDAF:

- **Donner** son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles
- **Représenter** officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles
- **Gérer** tout service d'intérêt familial
- **Exercer** au nom des familles toute action civile auprès des juridictions compétentes.

Outre les valeurs de respect, d'entraide, d'humanisme, le projet associatif 2019-2021 met l'accent sur les valeurs suivantes : Elle observe les besoins, développe et gère de nombreux services aux familles.

la citoyenneté

la tolérance

la solidarité

l'engagement
associatif

Présentation des différents services

Par délégation de service public ou par décision du conseil d'administration, l'UDAF de la Charente assure la gestion d'une douzaine de services en faveur de plus de 3600 familles ou personnes en difficultés pour améliorer leur information, les accompagner, favoriser leur autonomie ou les protéger. Près de 140 salariés assurent le suivi et l'accompagnement de ces usagers. Les services sont répartis en trois pôles (détaillés dans le diagnostic technique) :

1. Le pôle Prévention et Protection dans lequel sont gérés les services « Action Educative Budgétaire » (AEB), les Points Conseil Budget (PCB), le Microcrédit, les évaluations pour les caisses de retraites autonomie des personnes âgées à domicile, les Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF), les Mesures Judiciaires pour la Protection des Majeurs (MJPM), l'Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF), les mesures « Ad Hoc mineurs » et les mesures pénales et éducatives « mineurs ».
2. Le pôle « Vie Sociale et Habitats » : 2 Pensions de Famille- 1 Service Accueil de Jour- 2 GEM- 5 dispositifs « Familles Gouvernantes », 12 Appartements de Coordination Thérapeutiques (ACT), un dispositif d'animation à destination exclusive des usagers des familles gouvernantes et la Maison d'Accueil Familial pour Personnes Agées et/ou Handicapées (MAFPAH).
3. Le service de l'Action Familiale (Médiation Familiale - Conseil numérique – Espace Rencontre – Passage de bras – Visites médiatisées – et toutes actions liées à la parentalité).

Identification des compétences

L'UDAF de la Charente emploie 132 salariés (mise à jour au 31/12/2024) :

- Délégués du mandataire à la protection des majeurs,
- Délégués aux prestations familiales,
- Intervenants sociaux (assistants sociaux, éducateurs spécialisés, conseillères en économie sociale et familiale),
- Médiatrices Familiales
- Chefs de services, chargée des Ressources Humaines, Qualificatrice et Directeurs
- Personnels administratifs et comptables,
- Personnels d'entretien.

Résultat par activité

SERVICES	RESULTAT COMPTABLE
APPARTEMENTS DE COORDINATION THERAPEUTIQUE	9 760,88
ACTION EDUCATIVE ET BUDGETAIRE	411,73
CLUB D'ACTIVITES	-46 376,56
EVALUATIONS CARSAT	22 178,03
MESURES JUDICIAIRES PROTECTION DES MAJEURS	196 839,14
FAMILLES GOUVERNANTES	-254,82
GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE	19 220,25
INFORMATION & SOUTIEN AUX TUTEURS FAMILIAUX	-2 437,38
MEDIATION FAMILIALE	6 688,95
MICROCREDIT SOCIAL	2 720,17
MAISONS ACCUEIL FAMILIAL PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES	-4 000,00
MAISON RELAIS	10 341,03
MESURES JUDICIAIRES AIDE A LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL	-4 404,14
TUTELLES AUX MINEURS	1 584,07
ACTION FAMILIALE	50 553,28
POINT CONSEIL BUDGET	672,27
VISITES MEDIATISEES	4 897,64
HABITAT INCLUSIF	-1 374,45
ACTION LOGEMENT	5 432,56
ESPACE RENCONTRE	9 874,68
PASSAGE DE BRAS	275,07
MESURES AD HOC PENALES MINEURS	-37 237,00
MESURES AD HOC MAJEURS	3 035,07
COORDINATION ILLETRISME	-1 159,05
INNOVATION PETITE ENFANCE	1 463,01
TOTAL UDAF	248 704,43

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 878 251 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 248 704 €.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- Au principes comptables de base.
- Règlement ANC : 2018-06
- A la charte UNAF/UDAF 1997

REGLES GENERALES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- * indépendance des exercices

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés en fonction de la durée de vie prévue. Le calcul se fait en linéaire avec les durées suivantes :

- Informatique : 3 à 5 ans
- Logiciels bureautiques : 1 à 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans
- Mobilier zones de réception du public : 3 à 5 ans.
- Terrassement, maçonnerie, carrelage : 50 ans
- Menuiserie alu, charpente, couverture : 30 ans
- Electricité, plomberie : 15 ans
- Peintures : 10 ans
- Véhicules : 5 ans

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Faits marquants :

L'agrément de l'accord du 4 juin 2024 sur l'extension du Ségur et son extension par arrêté en date du 5 août 2024, ont conduit à la généralisation du Ségur pour les professionnels qui n'en avaient pas bénéficié au sein des structures relevant du champ de la branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif
Conformément à l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles, l'agrément de l'accord du 4 juin 2024 rend ces dépenses opposables aux financeurs.

Afin de faciliter le suivi des impacts de cette mesure et compenser les charges induites par cet accord en 2024 il a été comptabilisé un produit à recevoir de 213 K€ au 31/12/2024.

Au cours de l'exercice, un nouveau service intitulé Innovation Petite Enfance a été créé afin de développer et expérimenter des approches innovantes en matière d'accueil et d'accompagnement des jeunes enfants.

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES BENEVOLES

Nombre d'heures de bénévolat sur l'exercice 2024 :	2 990
Taux horaire brut :	11,69
Taux de charges sociales constaté sur l'exercice :	51.65
Montant des contributions volontaires en travail à comptabiliser pour l'exercice 2024	53 006.38

Comptabilisation des Contributions Volontaires en Nature au 31/12/2024	Débit	Crédit
864 - Personnel bénévole	53 0006.38	
875 - Bénévolat		53 006.38

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes : 3 769 653 €

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles	184 182	504		184 686
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	184 182	504		184 686
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Total Immobilisations incorporelles	184 182	504	0	184 686
Immobilisations corporelles	3 517 079	97 779	43 903	3 570 954
Terrains	263 700			263 700
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	6 884			6 884
Constructions	2 543 301	52 692	23 583	2 572 411
Installations, matériel et outillage techniques	57 520	6 310	4 345	59 485
Autres immobilisations corporelles	645 673	38 777	15 976	668 474
Immobilisations corporelles en cours				
Total Immobilisations corporelles	3 517 079	97 779	43 903	3 570 954
Immobilisations financières	14 211	137	335	14 013
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8 560	137		8 697
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 651		335	5 316
Total Immobilisations financières	14 211	137	335	14 013
TOTAL IMMOBILISATION	3 715 472	98 420	44 238	3 769 653

Etats financiers au 31/12/2024

Dotation aux Amortissements : 128 574 €

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	139 648	13 309	21	152 935
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	139 648	13 309	21	152 935
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	1 829 709	115 265	43 825	1 901 149
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	1 250	517		1 767
Constructions sur sol propre	1 190 107	75 398	23 645	1 241 860
Constructions sur sol d'autrui	6 923	3 109		10 032
Installations, matériel et outillage techniques	51 546	3 560	4 354	50 752
Autres immobilisations corporelles	579 883	32 681	15 826	596 738
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	1 969 357	128 574	43 846	2 054 085

Etats financiers au 31/12/2024

Créances brutes : 1 044 056 €

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Avances et acomptes sur commandes	5 363,74	5 363,74	
Créances Clients et Comptes rattachés	634 285,41	634 285,41	
Autres	382 800,79	382 800,79	
Charges constatées d'avance	21 606,45	21 606,45	
TOTAL	1 044 056,39	1 044 056,39	0,00
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Trésorerie

Total des disponibilités et VMP : 3 128 587 €

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Fonds propres

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024	Contrôle capitaux
FONDS PROPRES	2 669 942	339 153	194 813	2 814 282	2 814 282
Fonds associatifs sans droit de reprise	87 852			87 852	87 852
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 782 457	19 799		1 802 256	1 802 256
Report à nouveau	674 373	70 650	69 554	675 469	675 469
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	125 259	248 704	125 259	248 704	248 704
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	173 193	277 558	173 193	277 558	277 558
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Apports					
Legs et donations					
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs					
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	173 193	277 558	173 193	277 558	277 558
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	2 843 135	616 711	368 006	3 091 840	3 091 840

Réserves

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Réserves affectées à l'investissement	321 786			321 786
Réserves de trésorerie				
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	707 793	5 640		713 433
Réserves de compensation des charges d'amortissement	0	0	0	0
Autres réserves	752 878	14 159		767 037
TOTAL RESERVES	1 782 457	19 799		1 802 256

Etats financiers au 31/12/2024

Provisions

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montants au 31/12/2024
Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques	6 562	4 623	2 305	8 880
<i>dont provisions pour litige (c/1511)</i>				
<i>dont provisions pour garanties données aux usagers (c/1512)</i>				
<i>dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c/1513)</i>				
<i>dont provisions pour amendes et pénalités (c/1514)</i>				
<i>dont provisions pour perte de change (c/1515)</i>				
<i>dont autres provisions pour risques (c/1518)</i>	6 562	4 623	2 305	8 880
<i>dont provisions pour risques d'emploi (c/1516)</i>				
152 - Provisions pour charges sur legs ou dotations	0	0	0	0
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	636 261	56 715	29 830	663 146
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
<i>dont provisions pour grosses réparations (c/1572)</i>				
158 - Autres provisions pour charges				
<i>dont provisions pour rémun. pers. handicapées (c/1581)</i>				
<i>dont autres provisions pour charges (c/1588)</i>				
TOTAL GENERAL	642 824	61 338	32 135	672 027

La provision pour engagement de retraite des salariés a été calculée conformément aux usages. Ces caractéristiques sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV88/90
- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 2 %
- Initiative du départ : salarié
- Age du départ à la retraite : 65 ans
- Méthode de calcul : méthode prospective

En revanche, la provision n'est désormais plus calculée pour les salariés dont l'ancienneté est inférieure à 10 ans.

Le montant charges comprises des droits acquis s'élève au 31 décembre 2024 à **663 146 €**.

Une modification des règles d'acquisition de congès en cas d'arrêt maladie est intervenue (loi du 22 avril 2024). Son impact n'a pas été chiffré dans la cloture de l'exercice 2024.

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Liquidités de l'actif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	405 199	67 152	323 280	14 767
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	20 116		20 116	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 382	300 382		
Dettes fiscales et sociales	1 072 542	1 072 542		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	248 483	228 539		19 944
Produits constatés d'avance	67 663	67 663		
TOTAL	2 114 384	1 736 277	343 396	34 711
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	63 973			

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Charges et produits exceptionnels

		31/12/2024
Total charges exceptionnelles		21 115
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion, dont :		20 957
<i>Pénalité amande fiscale et pénale</i>	0	
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	4026	
<i>charges exceptionnelles gest cour/ex. antérieur</i>	16931	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital, dont :		-
<i>VNC Immo cedee actif</i>	0	-
Dotations aux amortissements et provisions		158

Total produits exceptionnels		69 447
Produits exceptionnels sur opération de gestion		69 397
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>	52	
<i>Produits exceptionnels gest cour/ex. antérieur</i>	69 344	
Produits exceptionnels sur opération en capital		50
<i>Produits cession éléments actif</i>	50	
Reprises de provisions et dépréciations		

Résultat exceptionnel		48 331
------------------------------	--	---------------

AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés

	31/12/2024
Nature des engagements donnés	5 986
<i>Effets escomptés non échus</i>	
<i>Avals & cautions</i>	5 986
<i>Engagement irrévocable location financière</i>	
<i>Autres engagements</i>	

Cautionnement des dettes

L'emprunt ayant servi à financer la construction des locaux bénéficie d'un cautionnement à hauteur de 50% de la part du Conseil Général de la Charente, soit un montant de 120 674 €.

Rémunérations

Les rémunérations brutes versées aux trois salariés exerçant les plus hautes responsabilités sont de 130 297.53 €.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes payé en 2024 est de 14 880 €.

Comptes des personnes protégées

Figurent au bilan des fonds gérés des personnes ou familles protégées à hauteur de 206 521.34 € pour les MJAGBF et 20 825 € pour les MJPM .

Le total des avoirs sur les comptes de placements ouverts par les majeurs protégés s'élève au 31/12/24 à 56 910 900.94 €.

Le total des avoirs des comptes de gestion des personnes protégées s'élève au 31/12/2024 à 8 787 876.83 €.

Reprises et transferts de charges

	31/12/2024
Reprises sur amortissements et provisions	45 944
<i>Provisions pour risques</i>	2 305
<i>Provisions pour créances douteuses</i>	13 809
<i>Provision retraite</i>	29 830

	31/12/2024
Transferts de charges	75 325
<i>REMBT SINISTRE ASSURANCE</i>	4 206
<i>MISE A DISPOSITION LOCAUX</i>	28 097
<i>REMBT DIVERS CHARGES PERSONNEL</i>	2 268
<i>INDEMNITES JOURNALIERES CPAM</i>	2 124
<i>INDEMNITES JOURNALIERES PREVOY</i>	33 666
<i>BLANCHISSERIE DES PENS FAMILLE</i>	347
<i>FACT TIERS DOSSIER TUTELLE</i>	45
<i>FACTURATION IND.KMS V.SERVICES</i>	1 931
<i>REDEVANCE VEHICULE DIRECTION</i>	2 640

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des produits à recevoir		461 005
Autres créances clients		121 552
<i>Clients factures à établir</i>	121 552	
Autres créances		339 453
<i>Etat subventions à recevoir</i>	104 838	
<i>Four. Avoirs à recevoir</i>	631	
<i>Autres produits à recevoir (SEGUR)</i>	213 425	
<i>Autres produits à recevoir (reversement des 10 % du fonds spécial)</i>	20 559	

Charges constatées d'avance

		31/12/2024
Total des charges constatées d'avance		21 606
Charges constatées d'avance - Exploitation	21 606	
Charges constatées d'avance - Financières		
Charges constatées d'avance - Exceptionnelles		

Charges à payer

		31/12/2024
Total des charges à payer		738 043
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 417
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	1 417	
<i>Intérêts courus à payer</i>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		116 070
<i>Fourn b & serv - fact non parv</i>	116 070	
Dettes fiscales et sociales		603 810
<i>Dettes provisionnées sur CP</i>	392 450	
<i>Dettes provisionnées sur Précarité CDD</i>	10 667	
<i>Charges à payer s/sal ef</i>	-	
<i>Charges sociales sur Provision CP</i>	146 719	
<i>Charges fiscales sur CP</i>	48 664	
<i>Charges sociales sur Provision Précarité CDD</i>	3 988	
<i>Charges fiscales sur Précarité CDD</i>	1 323	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		
<i>Four. Immob - fact non parv</i>		
Autres dettes		16 745
<i>Autres charges à payer</i>	16 745	

SUIVI DES FONDS DEDIES

Il n'y a aucun fonds dédiés au 31/12/2024

DETAIL DES SUBVENTIONS

Subvention d'investissement sur biens renouvelables

	31/12/2024
Subvention d'investissement sur biens renouvelables	87 852
1024 - Sub. D'inv. Sur b. renouv.	87 852

Subvention d'investissement sur biens non renouvelables

	31/12/2024
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	-
Sub. D'inv. Sur b. non renouv.	-

Subventions de fonctionnement

NATURE DES SUBVENTIONS	Montant au 31.12.2024
FOND SPECIAL UNAF	205 951
SUBV UNAF AUTRES ACTIVITES	24 105
SUBV CONSEIL DEPARTEMENTAL 16	207 600
SUBV ARS GEMS	190 000
SUBV DDETSPP	523 187
SUBV CAF	208 811
SUBV MSA	10 958
SUBV TRIBUNAL	28 883
SUBV REGION AQUITAINE	6 325
SUBV AUTRE ORGANISME	13 579
SUBV CDC	23 325
AIDE FORFAITAIRE APPRENTISSAGE	5 500
AIDE FORFAITAIRE SERV.CIVIQUE	923
AIDE AUTRES CONTRATS SPECIFIQU	158
SUBV COMMUNES	1 130
TOTAL	1 450 435,44

EFFECTIFS DE L'UDAF AU 31/12/2024

Ventilation de l'effectif (Effectif en ETP au 31 décembre 2024) :

CATEGORIES / SERVICES	CADRES	EMPLOYES	APPRENTIS	TOTAL
Directeurs	3			3
Chefs de Service / Cadres Techniques	10			10
Délégués / Chargés de mission		46		46
Conseillère PCB		1		1
Animatrices Action Familiale/Coord. illétrisme		5		5
Médiatrices Familiale		2		2
Animateurs/AMP pôle psychique		13		13
Infirmière pôle psychique		1		1
Psychologue		1		1
Évaluatrices		3		3
Assistances de Direction		5		5
Assistants délégués ou chefs de Service		20		20
Assistante Administrative et gestion locative		1		1
Conseillère Numérique		1		1
Gestionnaire de paye		1		1
Comptables et Aide Comptable		9		9
Agents d'accueil et Standard		4		4
Agents d'entretien		4		4
Apprentis			1	1
TOTAL	13	115	1	129

TABLEAU DES EMPRUNTS

N° de compte	Banque	Capital initial	Montant restant dû au 31/12/2023	+	-	Montant restant dû au 31/12/2024	inférieur à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieur à 5 ans	Intérêts
16410000	DEXIA	1 100 000	275 788		34 439,51	241 348	36 201	205 147	-	9 753
16420000	CRCA	443 000	191 967		29 533,32	162 433	29 533	118 133	14 767	3 925
	Total Emprunts	1 100 000	467 755	-	63 973	403 782	65 735	323 280	14 767	13 678